



Le 18 septembre, contre l'austérité, pour nos salaires nos retraites et les services publics

Amplifions la mobilisation : Toutes et tous en grève et dans la rue

Pour s'organiser, discuter de la mobilisation à la cité administrative

Assemblée générale mardi 16/09 à 13h dans la cour de la cité

Et on se retrouve en manifestation jeudi 18/09 départ 14h Saint Cyprien

Le 10 septembre dernier la colère a commencé à s'exprimer par des actions de blocage de l'économie et des manifestations massives, auxquelles la jeunesse a très largement participé, pour revendiquer la justice sociale et fiscale.

Malgré deux défaites électorales, deux premiers ministres censurés, Macron prend les mêmes et recommence. Manifestement, c'est par le rapport de force qu'il faudra en passer pour en finir avec sa politique au service des plus riches. Le 18 septembre, l'ensemble des organisations syndicales appellent à une journée de manifestation et de grève interprofessionnelle. Cela doit être le point d'appui d'un mouvement d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse. L'intersyndicale de la cité administrative appelle toutes et tous les collègues à faire grève et à manifester le 18 septembre et à se réunir en assemblée générale dès le lendemain pour discuter de la poursuite de la mobilisation jusqu'à l'obtention de nos revendications.

Les mesures budgétaires brutales envisagées sont pour nous inadmissibles : si le déficit budgétaire augmente, c'est à cause des exonérations d'impôts et de cotisations sociales qui se sont multipliées ces dernières années, c'est en raison des 211 milliards d'euros versées chaque année sans contrepartie aux entreprises, c'est en raison de l'explosion des dépenses militaires (+73% entre 2017 et 2025 et un objectif de 100 milliards par an dans les prochaines années). Ces mesures austéritaires ont été largement rejetées par les députés et Bayrou a démissionné. Mais en nommant comme premier ministre, dès le lendemain, Sébastien Lecornu, ex-ministre des Armées et membre de tous les gouvernements depuis 8 ans, le président Macron signifie qu'il n'entend absolument pas changer de politique et prendre en compte la colère de celles et ceux qui peinent de plus en plus à vivre de leur travail, à se soigner ou se loger décemment.

Il est temps que les agent.es de la fonction publique se fassent également entendre : travailler plus longtemps, avec toujours moins d'effectifs, et des salaires réels qui baissent, ça ne peut plus durer !

Nous voulons :

- L'abandon définitif des mesures d'austérité annoncées le 15 juillet
- La retraite à 60 ans
- L'augmentation du point d'indice et rattrapage des 23 % de pertes cumulées depuis 2005
- Le retrait du vol des 10 % de salaire en cas d'arrêt maladie inférieur à trois mois
- Le retrait du jour de carence
- L'abrogation de la loi de « transformation de la fonction publique »
- L'augmentation des moyens financiers pour assurer les missions
- Un vrai plan de titularisation pour les contractuels
- Garantir la sécurité des agents dans le cadre de leur mission

